

JANVIER

•

MARS

1998

~~PRESENTAION~~

LE MOUVEMENT SOCIAL

L'HABITAT DU PEUPLE DE PARIS

sous la direction de J.-L. Robert

Articles de

M.-C. Blanc-Chaléard, A. Faure, Y. Fijalkow, H. Michel,

A. Prost, J.-L. Robert

PB 1135

ÉDITIONS
DE L'ATELIER

NUMÉRO

182

P/PB 1135

LE MOUVEMENT SOCIAL

JANVIER-MARS 1998
NUMERO 182

L'HABITAT DU PEUPLE DE PARIS	3
Ville vécue et ville imaginée, par Jean-Louis Robert	
La rue de la Goutte-d'Or et la rue Polonceau entre les deux guerres, par Antoine Prost	9
L'habitat immigré à Paris aux XIX ^e et XX ^e siècles : mondes à part ?, par Marie-Claude Blanc-Chaléard	29
« Les couches nouvelles de la propriété ». Un peuple parisien à la conquête du bon logis à la veille de la Grande Guerre, par Alain Faure	53
Surpopulation ou insalubrité : deux statistiques pour décrire l'habitat populaire (1880-1914), par Yankel Fijalkow	79
Habitants, habiter, habitat. Etat de la recherche depuis la fin des années 1980, par Hélène Michel	97
La ville dans <i>Le Mouvement Social</i>	116
	117

Blanc-Chaléard, *Colette*
 Christoph Conrad,
 Françoise Debouzy,
 Annie Fourcaut,
 René Gallissot,
 Daniel Girault, Daniel
 Michel Margairaz,
Pécaut, Gilles
 Benet, Christophe
 Anne Rasmussen,
 Louis, Jean-Louis
 Gatte, Gisèle Sapiro,
 Françoise Thébaud,
Maitrier, Rolande

de rédaction qui
 itorial.

LA REVUE
 Fridenson, Del-
 ophe Prochasson,
 le Tartakowsky.

Informations et initiatives	151
Résumés	155
Livres reçus	159



26 MARS 1998

LES ÉDITIONS DE L'ATELIER

1960 sous le titre

Ethnologie française

ALLEMAGNE. L'INTERROGATION

N° 1997/4, Octobre-Décembre

Depuis 1990, l'Allemagne se conjugue à nouveau au singulier. Rétrospectivement, cette fusion semble relever de l'évidence. Pourtant, cinquante années de séparation avaient façonné des habitudes de vie bien distinctes de part et d'autre du mur. Comment ce processus d'unification s'est-il donc traduit dans les comportements sociaux ?

Les ethnologues, allemands pour la plupart, qui ont répondu à notre invitation sont allés voir de près. Dans les semaines qui ont suivi le séisme, ils sont allés enquêter dans les usines de Berlin Est ou de Leipzig, dans les coopératives agricoles du Mecklembourg, dans les magasins de Francfort-sur-l'Oder. Là, ils ont repéré la façon dont s'opérait ce passage d'une économie socialiste planifiée à une économie de marché qui ne va pas de soi et est bien loin d'être perçue par tous comme une évolution vers un mieux-être. Puis, ils ont ouvert les archives, et la confrontation a eu lieu. En voici les premiers résultats.

Mais encore, il y a cet héritage encombrant. Le mythe de l'identité ethnique, la notion de *Heimat*, la *Volkskunde* elle-même ont nourri la panoplie idéologique du Troisième Reich. Faut-il les taire ? Entériner leur discrédit posthume ? L'ethnologie allemande a choisi, au contraire, d'affronter sa propre histoire. Au prix d'un précieux réarmement notionnel, ces catégories forment désormais les instruments d'une analyse culturelle de la pensée allemande de l'Allemagne. Ce n'est donc pas la figure emphatique d'une Allemagne monolithique que le lecteur rencontrera dans le présent volume, mais bien cette réalité sociale, diffuse et difficilement localisable, qui fait, aujourd'hui, la vie enfévrée d'une Allemagne plurielle.

Alf Lüdtke - Denis Laborde
Dieter Harmening

Une Allemagne plurielle
Anthropologie historique ou herméneutique littéraire ? Une critique ethnographique des sources

Hermann Bausinger
Christian Giordano
Ina-Maria Gréverus
Rolf Lindner
Wolfgang Kaschuba
Alf Lüdtke

La Volkskunde en Allemagne depuis 1945
La pensée ethnologique de Max Weber
L'identité et la notion de « Heimat »

Ina Merkel

L'Ethos d'une région : la Ruhr
Identité, altérité et mythe ethnique
« Les héros du travail ». De la loyauté morose des ouvriers de l'industrie en RDA

Birgit Müller
Michel Streith
Robert Hettlage
Werner Schiffauer
Jean Cuisenier

Société de consommation et style de vie en RDA. Essai de réfutation des stéréotypes attachés à une société de pénurie
Du travailleur socialiste à « l'homme nouveau » dans l'économie de marché
Dynamiques paysannes et politique agricole dans le Mecklembourg
La fin d'une époque. L'unification de l'Allemagne
La presse et l'Islam. A propos d'une communauté fondamentaliste de Berlin
Postface. Quelle ethnologie pour l'Europe ?

Le Centre Marc Bloch, Berlin

La Mission Historique Française, Göttingen

Tables 1997

Rédaction : Musée national des Arts et Traditions populaires
6, av. du Mahatma Gandhi - 75116 Paris - Tél. 01.44.17.60.84 - Fax 01.44.17.60.60 - Email: rcf@atp.culture.fr

Abonnements (4 numéros par an) : SPES
Boîte postale 22 - 41354 Vineuil Cedex

Vente au numéro : par l'intermédiaire de votre libraire habituel
et Di'Pop - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél. : 01.40.24.21.31.

	1 an	2 ans
Prix de l'abonnement pour 1997 et 1998	498 F	900 F
(les abonnements partent du premier fascicule de l'année en cours) :	666 F	1 200 F
Particulier :	300 F	550 F
Institutions :		
Etudiant :		

Prix au numéro : 135 F

L'habitat immigré à Paris aux XIX^e et XX^e siècles : mondes à part ?

par Marie-Claude BLANC-CHALÉARD*

L'habitat immigré en ville a ses lois apparentes, qui tiennent en trois mots : relégation, concentration, différence. Ces lois ressortissent à la logique même du fait migratoire, qu'il concerne des provinciaux ou des étrangers. Les nouveaux venus, démunis le plus souvent et portés par un projet de séjour provisoire, s'installent là où la ville est la moins chère, dans des lieux de relégation. Les réseaux qui se mettent très vite en place favorisent les regroupements d'originaires, concentrations qui suscitent la naissance d'un milieu culturel spécifique, rendu visible par un marquage de l'espace plus ou moins net et par des pratiques différentes. L'ensemble suscite une série de représentations de la part de l'autochtone où saleté, excès démographique et habitudes jugées barbares ou retardataires sont toujours associées. Il en résulte une évaluation largement imaginaire de la distance qui sépare mondes immigrés et reste de la ville. Il faut dire que bien souvent la recherche emboîte le pas du sens commun, en ne s'intéressant qu'aux lieux de très fortes concentrations, et en étudiant les groupes à partir de leurs dynamiques internes, mouvements migratoires, stratégies et associations.

L'histoire de l'immigration étrangère à Paris offre un terrain idéal pour mesurer les limites de cette approche. L'identité parisienne est celle d'un organisme urbain avec ses contraintes physiques et sa vie propre, avec ses rythmes d'évolution, eux-mêmes inscrits dans les transformations sociales et politiques qui ont touché la France depuis les débuts de l'âge industriel. Il y a là des facteurs qui jouent à tout moment sur la localisation des étrangers, sur la forme de leur installation et sur leur manière d'habiter. C'est en regardant les migrants comme composante de la société urbaine que nous nous proposons d'esquisser une histoire du logement étranger en région parisienne entre la fin du XIX^e siècle et la fin des années 1960. Ce souci de mise en contexte a un présupposé, celui de ne pas traiter l'immigration comme un lieu à part, générateur de communautés, mais comme le lieu de rencontre entre sociétés migrantes et société d'accueil. Il est aussi dicté par l'objet étudié : l'analyse par la ségrégation de l'habitat n'était guère opératoire dans le cas parisien, du moins pour

* Maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Université d'Orléans.

la plus grande partie de la période évoquée ici. La rupture qui se produit lors de la dernière décennie nous conduira à considérer comme un tout l'évolution de l'agglomération après 1950. Avant cette date, la démarche sera plus géographique, séparant Paris de ses périphéries.

Dans Paris intra-muros, contraintes et vertus du logement populaire

Entrer dans un monde plein (fin XIX^e siècle-1914)

A la fin du XIX^e siècle, plus des trois quarts des étrangers en région parisienne vivent à l'intérieur des remparts. Les cartes établies à partir des résultats du recensement de 1891 dans le volume consacré à la ville de Paris témoignent d'une présence étrangère dans tous les arrondissements et montrent que, partout, le mélange des nationalités est la règle (1). Sans doute existe-t-il des localisations préférentielles. Les Anglais et Américains se trouvent concentrés dans les beaux quartiers de l'Ouest (les plus étrangers de la capitale en proportion de la population totale). Pourtant, à côté des personnels d'ambassade et des élites de l'argent, logent aussi des immigrés de basse condition, gouvernantes allemandes (très appréciées à l'époque), chauffagistes italiens spécialisés dans la mise en route des chaudières d'immeuble ou encore journaliers du bâtiment embauchés sur les chantiers en cours. Partout la ville a ses recoins pour les pauvres, combles ou arrière-cours vétustes. Il reste qu'en chiffres absolus, les étrangers sont les plus nombreux dans les arrondissements laborieux du Nord et de l'Est (document 1). L'espace des Belges et des Italiens, qui constituent alors avec les Allemands le gros de l'immigration du travail, s'inscrit très nettement au milieu des foules ouvrières parisiennes, auxquelles se trouvent mêlés les migrants de province. Situé dans le faubourg Saint-Antoine, un des grands lieux d'embauche de la capitale, le quartier Sainte-Marguerite compte ainsi, en 1891, 44,5 % de natifs de Paris, 47 % de provinciaux, 8,5 % d'étrangers. Parmi ces derniers, plus du tiers sont Belges, un cinquième Luxembourgeois ; les Allemands, Suisses et Italiens viennent ensuite (autour de 10 %) ; s'y ajoutent les premiers Juifs russes et polonais (2). Très minoritaires par rapport aux migrants de province, les étrangers sont-ils plus étrangers ? Sans doute suscitent-ils plus d'inquiétude dans le climat de nationalisme jaloux que connaît alors le pays et l'intérêt que leur porte le dénombrement de 1891 en est un signe. Mais si la xénophobie distingue les étrangers du reste de la population, les conditions demeurent proches. Les maçons limousins conservent encore, en vivant dans de sordides chambrées, leurs habitudes de travailleurs tem-

(1) Résultats statistiques du recensement de 1891 pour la ville de Paris, p. LXXIII à LXXXI.

(2) 1891, année de « Grande Dépression », correspond à une année de retrait pour la population étrangère. En 1881, année faste, le quartier comptait 12 % d'étrangers.

poraires. Jules Vallès se moque des Bretons, « tous ces marchands d'ail qui ont gardé le costume national depuis la guêtre jusqu'au chapeau » (3). En même temps, les contraintes et les habitudes des quartiers populaires réintègrent dans les pratiques quotidiennes ceux que l'opinion met à part.

Pour le comprendre, il convient de changer d'échelle pour voir comment sont répartis les étrangers dans les rues et îlots d'un quartier et comment ils y vivent. Une étude sur les Italiens des quartiers Charonne (XX^e arrondissement) et Sainte-Marguerite (XI^e) entre 1880 et 1914 permet de conclure à la grande diversité de leur implantation (4). Il y a bien regroupement de ces immigrés, nouveaux venus en 1880, mais leur « quartier » est éclaté en plusieurs nébuleuses où noyaux agrégés et individus isolés se dispersent dans le tissu urbain (document 2) (5). La diversité régionale qui prévaut outre-monts y est pour quelque chose. Les originaires de Parme et Plaisance, paysans convertis massivement en journaliers, aiment à se retrouver dans une même cour d'immeuble ou dans les impasses dont regorge la géographie locale. Côté faubourg, ils prennent à l'occasion le relais des ferrailleurs auvergnats maintenant propriétaires (passage Thiéré). Du côté de Charonne, quartier extérieur en partie sous-urbanisé, ce sont souvent des constructions de fortune, « moitié en planches, moitié en plâtras », louées à la semaine à un « principal locataire », fréquemment improvisé tenancier de cabaret et chez lequel il convient de se nourrir (6). Il arrive que le principal locataire soit un Italien (A. Garibaldi, impasse des Crins) et que l'impasse ne compte que des compatriotes. Mais, comme pour les immeubles, le fait est rarissime. Les hôtels et garnis sont majoritairement tenus par des Auvergnats et ils mêlent tous les types d'étrangers et provinciaux. On y rencontre plus souvent des artisans piémontais ou bergamasques, venus monnayer leur savoir-faire dans la cité du meuble. Certains s'installent en famille dans un des misérables appartements que propose le marché local. Pierre du Maroussem est entré en 1890 chez un ébéniste piémontais qui vit avec sa femme et ses quatre enfants dans un immeuble de la rue d'Avron lequel abrite 83 locataires, « surtout des journaliers ». Après un escalier glissant de saleté, « voilà l'habitation, plus saine qu'on ne pouvait s'y attendre, meublée à la française, avec de vieux meubles achetés chez un brocanteur » (7).

S'il y a relégation, celle-ci est affaire de nuance. En arrivant dans le Paris ouvrier, les immigrés se trouvent mêlés à la quête difficile de tous ceux qui cherchent à se

(3) J. VALLÈS, « Le faubourg Saint-Antoine », *La France*, 1882, in *Le tableau de Paris*, chroniques de J. Vallès, présentées par M.-Cl. Bancquart, Paris, Messidor, 1989, p. 241.

(4) Nous nous appuyons ici sur notre thèse, *Les Italiens dans l'Est parisien des années 1880 aux années 1960, une histoire d'intégration*, I.E.P. de Paris, 1995. L'étude portait sur les deux quartiers parisiens signalés et sur les communes de Montreuil et de Nogent-sur-Marne.

(5) L'absence de liste nominative pour la capitale d'avant 1914 rend difficile une analyse fine des répartitions. Le repérage systématique des adresses sur diverses sources (état civil, registres d'écoles et de commissariat, patentes), a fourni une première ébauche. La carte d'août 1914 présentée ici, construite à partir des fiches d'immeubles dans une capitale déjà en guerre, demeure approximative, mais les contours de l'espace italien seront confirmés par les cartes ultérieures (recensement de 1926).

(6) Ce processus d'urbanisation demi-sauvage est bien analysé dans O. D'HAUSSONVILLE, « La misère à Paris », *Revue des deux mondes*, 15 juin 1881, p. 839.

(7) P. DU MAROUSSEM, *La question ouvrière*, II : *Le faubourg Saint-Antoine*, Paris, A. Rousseau, 1890, p. 144.

loger dans une ville où l'habitat populaire est quantitativement insuffisant et qualitativement indigent. Il en résulte une grande proximité, aggravée par la nécessité de vivre dans la rue (corvée d'eau au mieux dans la cour, lessive au lavoir, repas à l'extérieur). Autrement dit, des sociabilités de type villageois, mais dans une ambiance de ville où le café/marchand de vins joue un rôle central. Très vite, il en est qui sont tenus par des « pays », et ils attirent à eux la vie communautaire. A côté, le nombre des cafés et l'usage intensif qui en est fait dans la vie professionnelle de l'ébéniste ou de l'ouvrier du bâtiment interdisent l'exclusive. Cela ressort nettement de la lecture des « mains courantes » de commissariat, où les plaintes et interpellations, nombreuses à la sortie de cafés, témoignent de la variété des fréquentations (8). On peut y lire aussi la grande proximité de comportements entre étrangers et Français, ces derniers étant en proportion plus nombreux à se faire épingleur pour ivroquerie, tapage nocturne ou épandements sur le trottoir. Le peuple de Paris est divers, et les novices de la société industrielle, les prolétaires instables et mal policés, ne sont pas seulement étrangers (9).

L'organisation communautaire s'affirme après 1900, tandis que les Transalpins sont en passe de devenir le premier groupe étranger de la capitale. On voit alors s'italianiser davantage l'Est parisien, avec la multiplication des petits hôtels d'originaux du côté de Charonne, des cafés-logeurs un peu partout, l'augmentation sensible des ébénistes à leur compte et des boutiques « produits d'Italie ». Pourtant cette italianisation s'articule dans les structures traditionnelles de l'espace et de l'emploi. Sur les grands axes, les hôteliers auvergnats dominent toujours et, entre le commerce et l'artisanat, les habitudes du faubourg ne changent guère. Les originaires d'outre-monts apportent leur note personnelle au climat cosmopolite, et leur rôle dans la naissance du genre musette les consacrent comme d'authentiques parisiens à la veille de la Première Guerre mondiale (10).

On pourrait évoquer une spécificité italienne, une certaine facilité à s'adapter en France de voisins à l'idéal national fragile, formés par d'anciennes migrations temporaires. On reconnaît cependant une évolution qui ressemble à celle des provinciaux ou des Belges. Dans ce premier temps de son histoire migratoire à l'âge industriel, la capitale impose les contraintes de son bâti, et offre des structures économiques encore traditionnelles où l'ascension sociale est possible par l'artisanat ou la petite boutique. Les solidarités de la vie quotidienne et les pratiques héritées du passé permettaient d'entrer sans violence dans la modernité que la ville représentait également. Par là, il était souvent facile d'échapper à l'isolement. D'où la rapidité avec laquelle les migrants s'affranchissaient de leur milieu, laissant la place aux nou-

(8) Nous avons consulté les années 1899 et 1912 pour les deux quartiers cités (Archives de la préfecture de police).

(9) Charonne compte 10,5 % de journaliers dans sa population française, 15,8 % parmi les Italiens (dénombrement de 1891).

(10) A l'issue d'une guerre mémorable qui durait depuis deux décennies au sein des bals ouvriers entre accordéonistes italiens et cabrettistes auvergnats, naquit au début du siècle, dans le lieu symbolique de la rue de Lappe, un genre musical nouveau que le « populaire » parisien adopta sans hésiter, le genre musette, né de la fusion des deux traditions. Cf. (entre autres) Y. DEFRANCE, « Tradition populaire et industrialisation. Le cas de l'accordéon », *Ethnologie française*, juillet 1984.

veaux venus dans les circuits communautaires. L'évolution du Pletzl (IV^e arrondissement), quartier juif d'une concentration singulière à Paris, témoigne de ce processus. En 1872, sa part dans l'espace juif parisien s'élève à 46 % (soit 17 % de la population du quartier). En dépit des grandes migrations en provenance de Russie qui commencent en 1881, cette part est descendue à 26 % en 1905. Après un séjour-refuge rues des Écouffes ou rue des Rosiers, beaucoup ont cherché à prendre leurs distances avec l'insalubrité et l'étouffement communautaire. De plus, comme les Italiens, les Juifs sont divisés en de nombreux groupes de tradition diverse et l'ubiquité de la ville aux multiples lieux de vie est commode (11).

Dans l'entre-deux-guerres, des villages parisiens encore plus cosmopolites

L'espace bâti ne connaît guère de changement au cours de l'entre-deux-guerres et des pratiques semblables tendent à se perpétuer. Les nouvelles vagues migrantes, plus nombreuses et plus exotiques, doivent, comme les précédentes, s'accommoder de la densité parisienne. Annie Benvéniste a bien décrit comment les Juifs du Bosphore se sont installés dans quelques rues du quartier de la Roquette, sans déranger le paysage préexistant et en s'intégrant aux habitudes du quartier (12). « L'îlot oriental » se répartit sur quatre rues principales, mais les juifs ne sont majoritaires que dans deux unités d'habitation. Partout « ils se trouvent immergés au milieu de parisiens, de provinciaux, d'étrangers d'autres pays ». Les activités, issues des traditions judéo-orientales, s'intègrent à l'environnement économique déjà structuré. Le commerce de lingerie-bonneterie se substitue peu à peu aux ateliers d'ébénistes qui ferment à l'époque, les tailleurs et couturières en chambre travaillent en sous-traitance et les clients se recrutent à l'extérieur de la communauté. Celle-ci se nourrit davantage des échanges au sein du quartier que des liens avec les autres Juifs parisiens (même ceux de Montmartre, sépharades comme eux).

Ainsi va la vie dans le Paris ouvrier des années 1920 et 1930 : dans un cadre de plus en plus vieilli, les communautés se partagent les coins d'immeubles et les cafés. Les ateliers et les boutiques résonnent de langues diverses, les groupes s'affrontent et se narguent à l'occasion, mais il n'en règne pas moins une atmosphère de village mainte fois évoquée dans les témoignages, comme celui de Clément Lépidis dans *L'Arménien* (13). Le cas des Arméniens est exemplaire lui aussi. Résultat d'une histoire dramatique, le souci de préserver les traditions conduit à un repli sur soi très supérieur à celui des autres immigrés. Le maintien de la langue arménienne comme langue d'usage est associée à une véritable renaissance culturelle. La vie sociale se fait pour l'essentiel entre Arméniens et l'hypothèse d'un mariage mixte est vécue comme une catastrophe. Ici plus qu'ailleurs, la chambre-atelier a une fonction conser-

(11) N. GREEN, *Les travailleurs juifs immigrés à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1985.

(12) A. BENVÉNISTE, *Le Bosphore à la Roquette, la communauté judéo-espagnole à Paris (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1989.

(13) C. LÉPIDIS, *L'Arménien*, Paris, Seuil, 1973.

vatoire, notamment pour les femmes, gardiennes des traditions, « accouplées à leur Singer » (14). Pourtant, en recherchant les taudis bon marché, les Arméniens ne peuvent que se disperser dans de nombreux arrondissements. Les hommes, ouvriers d'usines, certaines femmes aussi, travaillent hors du logis, les jeunes gens, tentés par les plaisirs de la ville, sortent beaucoup (bals, cinéma). Les costumes et les habitudes alimentaires se modifient rapidement, les comportements se parisiensent, surtout chez les garçons.

Dans tous les quartiers « à immigrés », les Français demeurent majoritaires et, comme au XIX^e siècle, la vie communautaire trouve sa place dans les replis de la ville, à travers les commerces, les cafés au nom suggestif (le Bosphore, le Constantinople à la Roquette), les jeux sonores (comme la *morra* des Italiens). Fondu dans le reste du paysage, le marquage « ethnique » demeure discret. Sans doute certains jours ont-ils leurs mouvements de foule, qui disent le poids de tel ou tel groupe soudain rassemblé, Italiens le dimanche devant l'Église de la Mission italienne rue de Montreuil, Arméniens rue Jean-Goujon, à Noël et à Pâques. Mais les fêtes communautaires ne tiennent pas longtemps la rue où les fêtes de la nation demeurent sans concurrence. Le 14 Juillet est pour tous l'occasion de grandes réjouissances. Telles seront, pour certains aussi, les grandes manifestations du Front populaire. Car, plus que jamais, les groupes étrangers sont divisés, notamment autour des questions politiques. Les sympathies politiques jouent souvent dans les réseaux de logement et plus encore dans l'intégration au quartier. A Charonne, quartier privilégié des anarchistes et où un candidat communiste est élu dès 1924, les Italiens d'opinion antifasciste se sentent chez eux et la vie des cafés, imprégnée d'une ambiance « de gauche » convient bien aux petites fêtes d'associations mi-régionales, mi-politiques comme la *Fratellanza reggiana* (15).

La consultation des registres d'école exprime de façon éloquentes l'absence de ghetto (16). La part du milieu d'accueil est majoritaire : de 15 à 20 % d'enfants d'étrangers dans les classes de quatre écoles primaires de l'Est parisien suivant les périodes, et un grand mélange entre les origines, Italiens (majoritaires à Charonne), juifs russes et polonais (majoritaires à Sainte-Marguerite), Roumains, Arméniens, Espagnols, Grecs. Et les résultats obtenus au certificat d'études justifient la fierté de nombreux témoins (17). A travers la fréquentation de leurs camarades, prolongée dans la rue ou au patronage, et l'adhésion au modèle diffusé par l'école, les enfants constituent un lien essentiel avec l'environnement pour les groupes les plus fermés. Ils sont plus nombreux qu'à l'époque précédente et leur part augmente lorsque la crise fait partir les immigrés les plus instables. Pourtant, les contraintes du logement

(14) A. TER MINASSIAN, « Les Arméniens et le Paris des libertés (1918-1945) », in A. KASPI et A. MARÈS (dir.), *Le Paris des étrangers*, Paris, Imprimerie nationale, 1989, p. 119-139.

(15) Association regroupant les originaires de Reggio Emilia, proche du parti communiste.

(16) Étude conduite sur deux écoles de filles et deux écoles de garçons situés dans les quartiers Sainte-Marguerite et Charonne. M.-C. BLANC-CHALÉARD, « Français et Italiens à l'école de la République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1991.

(17) Le pourcentage de mention « bien » et « très bien » est supérieure parmi les enfants portant un nom étranger et la proportion de reçus est semblable à celle des Français (Résultats du certificat d'études primaires, Archives de Paris).

ont opéré une sélection : l'exiguïté des habitations, leur prix et la mauvaise volonté des propriétaires ont écarté généralement les familles les plus nombreuses du centre-ville (18).

Cette perméabilité de l'espace parisien aux étrangers souffre toutefois une exception singulière : celle des immigrés d'Afrique du Nord, pour lesquels le repli sur soi est total. Sur les listes nominatives, leur mode d'habitat ne manque pas de surprendre : les hôtels où ils vivent (souvent tenus par des Algériens) sont densément occupés, mais avec une totale homogénéité des origines, ce qui est extrêmement rare dans les autres établissements abritant des étrangers. Parmi eux, pas de femme ni d'enfants, mais une population uniquement masculine, formée à peu près exclusivement de manœuvres. Disposant d'un peu d'argent, les propriétaires ont acheté ici et là un immeuble menaçant ruine et font prospérer leur capital en extorquant des sommes souvent iniques à leurs compatriotes. Particulièrement nombreux dans les arrondissements périphériques, ces hôtels se dispersent néanmoins dans tout le vieux Paris. La vie en milieu clos n'est pas associée ici à un quartier-ghetto (19). Il suffit aux hôteliers de reconstituer autour d'eux la communauté villageoise gérée traditionnellement par les assemblées du vendredi. La vie entière est tournée vers le village de départ qui assure un fort turn-over (20). Autant qu'une volonté de préservation de la part du groupe immigré, il convient de lire dans cette mise à part les conditions d'exploitation et de précarité spécifiques aux travailleurs venus d'Afrique du Nord française. Ils sont utilisés comme main-d'œuvre d'appoint, exclusivement comme manœuvres, et leur condition de colonisés ne leur permet aucun système de défense au sein du milieu d'accueil (21). La présence de quelques femmes françaises auprès de rares hôteliers est le seul indice d'un échange avec le milieu parisien.

Même si ce dernier cas invite à méditer, il faut constater l'aptitude du vieux centre à accueillir des étrangers sans que la population ne s'en évade ni que son mode de vie n'en soit affecté (22). Entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930, la proximité de l'habitat rencontre la proximité des conditions, voire celle des luttes politiques, et se combine à une intégration économique où artisanat et petite industrie urbaine jouent un grand rôle.

(18) Parmi les immigrés italiens présents en 1926, les familles représentent 40 % des foyers à Sainte-Marguerite, dont 2 % pour celles de 4 enfants et plus ; à Charonne, les proportions sont respectivement de 48 % et 5 %. A Montreuil, on atteint respectivement 52 % pour les familles et 10 % pour celles de plus de 4 enfants. C'est là que finira par s'installer la famille d'Antoine Dallara, que les propriétaires parisiens refusent de loger au moment de la dernière grossesse de la mère (cf. *infra*).

(19) Par exemple, au milieu de la rue d'Ayron, très cosmopolite, où Français et étrangers cohabitent dans des hôtels généralement tenus par des originaires de l'Aveyron, on trouve au n° 87, un établissement abritant 91 Algériens, tous manœuvres. Liste nominative du quartier Charonne, 1931.

(20) On est ici dans les réalités du premier âge migratoire décrit par A. SAYAD, « Les trois âges de l'immigration algérienne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, p. 59-79.

(21) Cf. J. BAROU, « Entre taudis et foyers : les immigrés maghrébins en France dans les années cinquante », in A. FOURCAUT (dir.), *La ville divisée*, Paris, Créaphis, 1996, p. 346.

(22) La diminution de population des quartiers populaires est lente et très inégale entre 1921 et 1936. Ensuite, la crise a provoqué des mobilités encore mal connues.

Entre zone et banlieues : de l'exclusion au territoire

Dans sa thèse parue en 1932 sur les étrangers en France, le géographe Georges Mauco oppose « le centre des grandes villes où les riches boutiques et l'ensemble de la population restent nettement français et les faubourgs et banlieues ouvrières (où l'on est frappé par l'importance de l'élément étranger) » (23). Le regard est sommaire et on sent peser d'antiques représentations sur « les populations laborieuses », mais il y a un fond de vérité : c'est à la périphérie que l'on trouve de vrais quartiers étrangers, des « colonies » comme dit Mauco qui en décrit quelques-unes, toutes situées dans la zone ou en banlieue.

La périphérie, entre 1870 et 1900, c'était encore la couronne des arrondissements extérieurs. Nous avons vu que les étrangers, tels les Italiens de Charonne, ont fréquemment trouvé refuge dans cette ville moins consolidée. On sait aussi que le peuple lentement chassé du centre a fait de ces quartiers les plus parisiens de la capitale, les intégrant rapidement à elle (24).

Les étrangers dans la zone

La vie inquiétante et marginale des anciennes barrières s'est donc trouvée repoussée vers les abords des fortifications, dans la « zone » mi-pouilleuse, mi-verdoyante. La photo d'un petit marchand de glaces italien près de sa roulotte nous renvoie le regard amusé d'Atget sur ce monde des baraques aux marges de la ville. Dans l'entre-deux-guerres, la zone est devenue un vaste bidonville circulaire. Voici la description que fait Mauco de la rue Jules-Vallès à Saint-Ouen où se côtoient en 1930 Juifs polonais, Italiens, Espagnols, Algériens : « Qu'on imagine un chemin défoncé, boueux, bordé de masures, de constructions en bois, en papier goudronné, en tôle... Par endroit, les pieds enfoncent jusqu'aux chevilles dans le tapis des tas d'ordures... Nombre d'habitants font leur cuisine en plein air. Autour de la fontaine, unique point d'eau du quartier, qui compte 300 à 350 individus, les commères s'interpellent dans des idiomes variés » (p. 345). Nous voilà en plein tiers monde. Les nationalités sont souvent mêlées comme dans la rue Jules-Vallès, ce qui n'empêche pas les concentrations plus homogènes, comme le passage des Italiens à Bagnolet. Mais partout les allogènes voisinent avec une majorité de Français. En 1931, nous avons compté une proportion de seulement 16 % d'étrangers dans la zone de Charonne. Beaucoup de Français sont chiffonniers et manœuvres, ce qui accrédite les représentations de l'époque faisant de la zone le rebut de la ville.

Comment voit-on la zone quand on est étranger ? A. Dallara décrit l'humiliation de sa « descente » dans les bas-fonds (père alcoolique, famille de 6 enfants chassée

(23) G. MAUCO, *Les étrangers en France*, Paris, A. Colin, 1932, p. 344-345.

(24) Cf. G. JACQUEMET, *Belleville au XIX^e siècle : du village à la ville*, Paris, Éditions de l'E.H.E.S.S., 1984.

des taudis parisiens parce que trop nombreuse) : « Alors là c'était encore pire. Il n'y avait pas l'eau, pas l'électricité, pas d'écoulement, pas de chauffage, rien. Par terre, c'était de la terre battue. » Au cours d'une enquête dans la zone de la Villette, *La Voce degli Italiani* regrette que les partis de gauche y aient laissé le champ libre au pouvoir fasciste (via les sœurs catholiques) pour assister et circonvenir des populations « dont les conditions d'existence ressemblent à l'Italie méridionale » (25).

Pourtant le vécu n'est pas le même pour tous. La zone est diverse et comporte ses hiérarchies. Plusieurs s'y installent, construisent une maison en dur et un certain assainissement finit par rendre l'endroit aussi présentable qu'une ruelle lotie spontanément en banlieue. A. Bardini, aujourd'hui encore habitant de Bagnolet, décrit le « passage des Italiens » : « C'était construit n'importe comment, il n'y avait pas d'alignement, mais ce n'était pas sale, il y avait même des fleurs, les maisons étaient bizarres, plantées là n'importe comment. » Il en est de même pour les activités. La majorité des occupants ont des métiers « dignes », notamment dans l'artisanat. A côté des trafics louches et des bais mal famés où sévissent les bandes en fin de semaine, la zone offre aussi un espace récréatif où les Parisiens viennent flâner le soir en famille (il y a encore des terrains vagues et un peu de verdure), où l'on va manger des frites le dimanche et profiter des attractions aux puces de Montreuil. En fait, passage obligé entre la proche banlieue et le centre, la zone est intégrée à la vie de la cité.

Banlieues d'avant 1914

Par bien des aspects, la zone annonce la banlieue. Dans des communes ouvrières limitrophes de Paris, Aubervilliers ou Saint-Denis, les nouveaux venus, Belges, Bretons, Italiens ou Espagnols ont colonisé des terrains déclassés au XIX^e siècle, faute de pouvoir mieux se loger (26). Plus tard, après 1919, le grand épanchement des lotissements relève souvent de l'habitat spontané et les conditions de vie s'y apparentent à celles d'un bidonville à la campagne.

Rappelons d'abord que « la » banlieue est variée et que, dès le XIX^e siècle, l'habitat immigré y prend des formes multiples. En contrepoint à Saint-Denis, où prend corps une banlieue prolétaire anomique, le Bas-Montreuil prolonge un mode de vie parisien plus artisanal, comme la rue de Paris prolonge la rue d'Avron au-delà des fortifications. En 1891 ou en 1906, les listes de recensements nous montrent des étrangers dispersés parmi les Français, souvent en ménages mixtes avec des enfants : ce sont souvent de vrais Parisiens venus chercher là un loyer moins cher.

En revanche, dans la commune proche de Nogent-sur-Marne, beaucoup moins

(25) « Cose viste nelle zona della Villette », *La Voce degli Italiani*, 21 octobre 1937 (journal proche de l'Unione popolare italiana, union antifasciste de l'époque du Front populaire). A. Dallara, ancien habitant de la zone de Charonne, est un cas exemplaire de la thèse soutenue par l'article : au début des années 1930, il s'est inscrit au fascio de Paris.

(26) L.R. BERLANSTEIN, *The Working people of Paris*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.

ouvrière, les Italiens forment une authentique communauté, sans doute la plus compacte de l'agglomération avant 1914. Leur concentration est considérable dans les ruelles vieillissantes du centre et leurs activités comme leur mode de vie les mettent à l'écart du reste de la commune. Les hommes sont maçons, les femmes blanchisseuses dans une ville d'employés des chemins de fer ou de vendeuses des grands magasins. Soucieux de perpétuer les liens avec la vallée des origines, ils vivent entre eux, comme l'explique le chanoine Couget lors de son enquête de 1913 : « Ils ont leurs hôtels, leurs restaurants, leurs bals [souligné dans le texte], leurs journaux » (27). Pourtant le centre de Nogent n'est pas devenu un village italien. Il est toujours peuplé à 80 % de Français (seules deux ruelles comportent 100 % de Transalpins), il concentre tous les services de la cité. A l'inverse, les Italiens participent à l'urbanisation de la commune qui avait encore une allure de village au moment de l'installation de la colonie. Des petites entreprises, conçues dans une perspective communautaire, élèvent des immeubles en brique, pour loger leurs compatriotes, mais aussi pour les nouveaux Nogentais venus de Paris et d'ailleurs. Certains entrepreneurs se construisent également des villas, sur un modèle très français, à l'écart du centre. A la veille de la guerre, on sent le territoire des migrants, partagé entre la France et l'Italie, basculer progressivement vers Nogent ; les pratiques des plus modestes regardent vers le modèle français (scolarisation des enfants à Nogent, recherche d'un emploi hors du bâtiment pour ceux qui sont nés à Nogent). Pourtant il est indéniable que la concentration de l'habitat contribue à la conservation du lien avec l'Italie et d'une forte identité au sein de la commune (28).

Parmi les « mal-lotés » de l'entre-deux-guerres

La particularité de l'entre-deux-guerres, c'est la place prise par les étrangers dans le mouvement des lotissements. Certes, ils ne sont pas les mieux placés et il convient de donner une définition très extensive du terme pour désigner ainsi l'habitat qu'ils se bricolent bien souvent sur un terrain qui n'est qu'un mauvais morceau de champ. Ils sont nombreux à louer des cabanes de jardiniers, ils s'installent plus ou moins légalement sur des terrains en pente. La maisonnette en bois, en éléments de type préfabriqué est l'une des plus fréquentes dans le paysage de la banlieue nouvelle. Le terrain est loué si les migrants viennent d'arriver, mais acheté lorsqu'il s'agit d'une deuxième installation, de l'investissement dans un « chez soi » authentique. Fort de quelques économies réalisées grâce aux salaires réguliers des années 1920, on pense pouvoir loger la famille qui s'agrandit. C'est ainsi que la famille Dallara quitte la zone : « En me promenant à vélo, j'ai vu à Montreuil un coin où les terrains n'étaient pas chers... ». A Montreuil, les registres des contributions foncières témoignent, dès 1930, de quantités de petits propriétaires d'origine transalpine. Ces maisonnettes

(27) Archives de l'Archevêché, AD636 Ital, rapport du 9 février 1913. L'ensemble du rapport est très exagéré et, faute de place, les Italiens logent aussi dans des hôtels français.

(28) Pour le cas de Nogent, nous nous permettons de renvoyer au n° 80 de la revue *Autrement* (janvier 1995), P. MILZA et M.-C. BLANC-CHALÉARD, « Le Nogent des Italiens ».

un peu biscornues en matériaux pauvres permettent aujourd'hui encore de reconnaître les anciennes banlieues populaires.

On aura reconnu en effet bien des traits valables pour les banlieusards français. Plus généralement, ceux-ci ont acheté dans de vrais lotissements (terrains sous-équipés, mais plus grands et mieux situés). Il n'est pas rare d'y rencontrer aussi des étrangers, surtout loin de Paris. Aux Coudreaux, les Italiens sortent leur accordéon quand on fait la fête le dimanche (29). Pourtant ce type d'urbanisation extensive et sans vrai contrôle favorise le fonctionnement des réseaux de connaissance (le café italien rue Tillmont s'occupe de la vente des terrains dans le secteur où trois rues sont « loties » (30)). Ainsi se constituent des segments communautaires qui mènent une vie à part à la manière du centre de Nogent, encore que les origines soient plus mêlées et le lien avec l'Italie moins organique. Ces « Petites Italies » (200 personnes au plus) sont isolées les unes des autres (cf. document 5 : répartition des Italiens à Montreuil en 1936), organisées autour des difficultés du quotidien (à commencer par les problèmes d'eau) et de l'épicerie-café-hôtel, qui aide les familles à loger les isolés ou les clandestins. Dans les liens qui se tissent avec l'environnement, il faut noter le rôle joué par le travail et insister sur celui des jeunes générations. Ceux qui fréquentent l'école vivent « deux vies », comme l'a si bien écrit François Cavanna (31). D'un côté, ils respirent l'air formidablement convivial de la rue d'immigrés où l'on oublie le dénuement : « On n'avait rien, mais on était heureux », « c'était une vie formidable », la majorité des témoignages concorde dans ce sens. Dans l'autre vie, non moins stimulante, ils connaissent le même destin de petits banlieusards que leurs camarades, les enfants d'ouvriers français qui ne se privent pas pourtant pour les traiter de « macaronis ». Très vite entrés dans la vie active, ils partageront les loisirs des autres adolescents : cinéma, sports, bals surtout. Pour une minorité, élevée dans une famille communiste ou convaincue par l'atmosphère militante de leur banlieue, l'engagement politique achèvera la fusion dans le milieu français. Pour une autre minorité, réfractaire à l'école, que ni la paroisse ni le parti n'ont pu prendre en charge, les souvenirs suggèrent la dérive vers la petite délinquance. On ajoute très vite que ce ne fut que provisoire, un aîné ayant généralement pris la place du père découragé, à moins que le déviant n'ait été contraint de changer de vie, parfois à cause de la mobilisation. Le nombre de destins interrompus par les retours liés à la crise ou la guerre, transformés par les effets du conflit et de l'occupation interdisent d'imaginer l'évolution dans la durée de ces problèmes du milieu banlieusard.

Sur les terrains libres de la banlieue, l'investissement communautaire peut prendre une dimension encore supérieure à celle des Petites Italies reproduites à de nombreux exemplaires dans la périphérie parisienne. Les Arméniens dont on a déjà évoqué la passion identitaire trouvent là l'occasion d'enraciner la communauté en lui

(29) F. DUBOST, « Le choix du pavillonnaire », in A. FAURE (dir.), *Les premiers banlieusards*, Grâne, Créaphis, 1991, p. 185-215.

(30) Autrement dit, trois lignes ont été tirées dans un champ et les propriétaires vendent les morceaux de part et d'autre.

(31) F. CAVANNA, « Il y a deux vies, qui ne se mélangent pas : la vie à l'école, la vie dans la rue Sainte-Anne ». *Les Ritals*, Paris, Livre de Poche, 1980, p. 19-20. Zina Mutti, qui vivait dans une « Petite Italie » à Montreuil, s'est retrouvée en lisant cette phrase.

construisant un nouveau territoire. Il existe autour de Paris plusieurs petites Arménies (Arnouville-les-Gonesse, Issy-les-Moulineaux), mais celle d'Alfortville est la plus étonnante (32). Pour presque rien, les terrains marécageux de l'île Saint-Pierre sont achetés à la commune au cours des années 1920. Pendant une décennie, c'est la vie dans la boue, au milieu des baraques de bois et de goudron. L'insalubrité qui émane du lieu suscite le dégoût de la population communale. Pourtant l'acharnement de la communauté permet peu à peu d'assécher l'endroit, de planter des arbres. On trouve moyen de bricoler une petite chapelle, un *Hayagoump* (club arménien). Loin de se dissoudre avec le temps, le lien communautaire se renforce avec la crise. Le travail en usine, mal vécu, est remplacé par le tricotage et le travail du jersey à domicile : on retrouve des activités proches de celles du pays et la vie entre soi devient plus exclusive. La commune d'Alfortville est encore aujourd'hui le pôle de l'arménité en région parisienne (33).

Un peu partout dans cette banlieue aux formes encore incertaines, des groupes étrangers ont dépassé la dureté des conditions pour s'organiser un territoire. A côté de l'enracinement symbolique sur un coin de terre, le mode d'habitat semi-rural, semi-urbain convenait à des populations souvent venues de la campagne. Sans compter que bien souvent le potager et le petit élevage ont facilité le passage des années difficiles. Par ailleurs, on observe avec le temps une tendance générale à améliorer l'habitat, qui rejoint les efforts faits pour transformer les lotissements en authentique espace urbain après la loi Sarraut. Les Italiens, très majoritairement embauchés dans le bâtiment, sont en général bien placés pour enjoliver leurs maisons et celles-ci finissent par avoir quelque allure. La lutte des Arméniens d'Alfortville finit par rejoindre celle des autres habitants, aux prises eux aussi avec les graves insuffisances de leur espace communal. Et le plan d'urbanisme de 1930 intègre la viabilisation de l'île Saint-Pierre, en y introduisant l'eau et l'électricité.

Le poids de l'inconfort restait lourd à porter, mais on pouvait le regarder comme un fait de société plus que comme un signe de relégation. Après la guerre, le mouvement des occupations de logements dans lequel devaient s'illustrer des prétrés-ouvriers (à Montreuil notamment), puis en 1954 le scandale des sans-abris dénoncé par l'abbé Pierre allaient redire à leur manière que la misère du logement restait une misère partagée dans les banlieues populaires de l'agglomération.

(32) M. HOVANESSIAN, « Les Arméniens et leurs territoires », *Autrement*, n° 84, mars 1995.

(33) A. TER MINASSIAN, « Les Arméniens... », *art. cit.*, note que la dissolution des pratiques traditionnelles va beaucoup plus vite à Paris qu'en banlieue, notamment à Alfortville.

Années 1950-1960 : les mal-logés de la croissance

Crise du logement : traversées inégales

La crise du logement, mal chronique de l'histoire de l'habitat à Paris, prend des proportions démesurées au lendemain de la guerre. Outre le vieillissement aggravé d'un patrimoine déjà fort insuffisant, le gel de la construction est utilisé comme une parade (d'ailleurs inefficace) aux nouveaux excès de l'afflux provincial.

Dans ce contexte qui se prolonge jusqu'à la deuxième moitié des années 1950, les étrangers se divisent en trois catégories. La première est celle des anciens immigrés, désormais parisiens, qui vivent encore nombreux dans les logis anciens ou dans les rues communautaires de banlieue. Néanmoins les cartes de l'après-guerre montrent qu'un essaimage est en cours. La francisation accélérée des différents groupes (naturalisations massives de 1938-1940 et arrivée à l'âge adulte des enfants nés en France) y est pour quelque chose, mais la période de la crise et de la guerre a sans doute offert la possibilité d'une certaine redistribution (document 4).

A partir des années 1950, les salaires réguliers et les avantages sociaux permettent d'envisager un logis plus confortable. Pour les habitants des Petites Italies les plus déshéritées de Montreuil, c'est l'arrivée de l'eau sur l'évier : « Quand on a eu l'eau, on s'est installé devant les robinets avec mon mari pour la regarder couler. On n'y croyait pas ! ». Mais nombre de familles, dans lesquelles le bâtiment est devenu une tradition, cherchent une maison bien située pour la transformer en « villa » ou un terrain pas trop cher pour construire. Les Parisiens d'origine italienne donnent le départ d'un nouveau mouvement pavillonnaire, mais de pavillons confortables cette fois, qui couvrent aujourd'hui une partie des plaines et plateaux de l'Est banlieusard. Bien d'autres s'associeront au mouvement, les Espagnols notamment. Le plus étonnant est de voir la rapidité avec laquelle les nouveaux venus de la dernière vague italienne « prennent le pli ». Récit d'une habitante de Noisy-le-Grand : « Je suis arrivée en France en 1947. J'étais à Nogent, j'habitais rue Sainte-Anne. On a acheté ce terrain en 1957. C'était un peu cher pour nous. Mon beau-frère nous a hébergés pendant cinq ans. Pendant ce temps, on a construit la maison » (34). Le deuxième groupe étranger est en effet celui d'une nouvelle vague de migrants, très largement italienne et très fortement liée aux réseaux préexistants. Comme l'indique le témoignage, ils profitent de l'hébergement communautaire avant de s'installer, souvent dans de meilleures conditions que les générations précédentes (35).

Reste la dernière catégorie, celle des « musulmans d'Algérie », comme les désignent les statistiques. Les flux qui les concernent ne sont pas comptabilisés, ils ne

(34) Témoignage recueilli par I. VENDRAMINI-WILLEMS, *L'immigration italienne à Noisy-le-Grand (1886-1968)*, mémoire de maîtrise, Université Paris IV, 1992.

(35) Il faut compter également avec une reprise de la mobilité des migrants dont beaucoup ne font qu'un court séjour en France et avec la venue croissante après 1955 de méridionaux, absolument exclus par leurs compatriotes du Nord, mais suffisamment moulus aux habitudes migratoires pour réussir une installation aussi rapide que les autres.

sont pas du ressort du nouvel O.N.I. (Office National de l'Immigration), les Algériens colonisés ayant acquis la qualité de français avec le statut de 1947. A partir de cette date, ils constituent en fait le groupe migrant le plus nombreux. Un tiers d'entre eux s'installent en région parisienne, où les entreprises ont besoin de manœuvres et d'O.S. Les lieux d'accueil habituels, les hôtels communautaires déjà décrits, sont submergés et la crise du logement interdit l'accès au logement locatif. Quantité de travailleurs qui n'avaient eu jusque-là aucune expérience migratoire (natifs de l'Oranais ou des oasis du Souf) cherchent à se loger en restant entre eux. L'hébergement de ces malheureux devient alors une industrie et, en ville comme en banlieue, prospèrent les marchands de sommeil, parmi lesquels les tenanciers d'hôtel déjà cités donnent le ton (36). L'accumulation des lits où l'on se succède parfois selon les systèmes des trois-huit, la saleté, la puanteur ont quelque chose à voir avec les chambres de Limousins à la fin du siècle précédent. Mais, ici, le nombre s'accroît sans cesse, et, pour résoudre le problème, les hôteliers de Nanterre, par exemple, vont construire les premières baraques du futur bidonville (37). Mais ici l'enchaînement des âges migratoires n'est pas dicté par l'amélioration des conditions de vie : quand, au moment de la guerre d'Algérie, les familles commencent à venir, le migrant n'a pas trouvé de vrai logement. Mais surtout on n'est plus au XIX^e siècle et le milieu parisien est en train de changer définitivement.

L'habitat immigré au temps des grandes mutations : si proche, si loin

Il n'y a pas lieu de s'attarder ici sur les mutations de la société française au cours des années 1960 (38). Il est néanmoins important d'en mesurer les effets à l'échelle de l'espace d'accueil parisien, qui avait fonctionné jusque-là sur la base de transformations lentes où perduraient petits métiers et solidarités. L'amélioration continue des conditions de vie dans un climat inédit de croissance transforma les mentalités, désormais friandes de consommation individuelle plus que de fêtes collectives, et, pour la première fois, des formes nouvelles d'habitat allaient accélérer l'évolution. Conformément aux choix opérés à partir de 1955, la banlieue se couvrit d'ensembles H.L.M., de taille très variable. Les rénovations de certains vieux quartiers parisiens suivirent beaucoup plus tard. Que les banlieues-béton préparent de nouvelles maladies sociales n'était pas alors l'essentiel. Les H.L.M. constituaient la première réponse massive au problème du logement social et elles offraient le « confort moderne » qui devait faciliter le repli sur l'espace de l'appartement. Une ascension professionnelle généralisée poussait dans le même sens, entraînant les quartiers parisiens loin de leur tradition artisanale et ouvrière (au recensement de 1968, les ouvriers sont devenus minoritaires à Sainte-Marguerite, en 1974 à Charonne). En banlieue, les ouvriers français sont qualifiés et gèrent par une pression syndicale puissante leur participa-

(36) J. BAROU, « Entre taudis et foyers... », art. cit., p. 350.

(37) A. SAYAD, « Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles », *Autrement*, n° 85, avril 1995, p. 25-31.

(38) H. MENDRAS, *La seconde révolution française 1965-1984*, 2^e éd., Paris, Gallimard, 1994.

tion aux fruits de la croissance. Enfin, les mouvements internes à l'agglomération, du centre vers la périphérie, l'emportent sur les migrations venues de province, devenues secondaires dans la croissance globale à partir de 1962.

A cette date en revanche, la dernière grande poussée d'immigration étrangère du siècle a commencé. Entre 1954 et 1962, 200 000 étrangers supplémentaires ont été recensés dans la nouvelle Île-de-France. Il y en aura encore 300 000 de plus au recensement suivant (1968). Ce sont surtout des Espagnols, vite dépassés par les Portugais et les Algériens. Leur installation se fait en partie selon les habitudes passées, dans les îlots de plus en plus dégradés de Paris et de la proche banlieue et en partie selon des modes nouveaux au sein du vaste chantier de l'agglomération à demi renouvelée. Des âges successifs se superposent encore dans les pratiques d'accueil, mais la tendance à l'aggravation des distances entre logement populaire et logement immigré est générale. Elle prend sa forme extrême avec les bidonvilles.

En 1970, 113 bidonvilles regroupent 50 000 étrangers, ce qui ne dit rien sur le nombre qu'ils ont vu passer. Ils constituent une nouvelle ceinture de misère autour de la capitale, mais une ceinture discontinue, vastes amoncellements de baraques, tapis sur des terrains vagues provisoirement délaissés par l'urbanisation en cours. L'accumulation humaine est souvent impressionnante, allant jusqu'à plus de 14 000 personnes dans le bidonville portugais de Champigny (39). La ségrégation par nationalités est fréquente, les Algériens et les Portugais sont les plus nombreux. On ne compte pratiquement aucun Français, il est rare d'y voir une famille italienne. Ici, pas de bout de terrain « à soi », on s'agglomère dans les baraques, elles-mêmes collées les unes aux autres. Et partout la vie est dominée par l'entassement, l'absence d'intimité, empoisonnée par la présence obsédante de la boue. Aucune intégration non plus à l'espace urbain environnant. Les habitants, généralement tous du même pays, se débrouillent entre eux : les passeurs clandestins amènent directement les Portugais à Champigny, les logeurs du bidonville leur proposent une place dans une baraque. Seul lien avec la vie parisienne, les employeurs envoient un camion pour recruter la main-d'œuvre. A Nanterre, les Algériens reconstituent une certaine organisation sociale autour des cafés, de l'abattage de la viande hallal, d'une économie à usage interne. Mais la municipalité ne ramasse pas les ordures. Peut-on les comparer aux territoires communautaires d'entre deux guerres ? Du côté de l'habitat précaire, de la vie dans la boue, de l'apparition progressive de maisons en dur (ici en parpaings), il y a des similitudes. En revanche, le vécu des occupants est avant tout marqué par la honte. On ne dit pas en milieu portugais qu'on a habité le bidonville de Champigny. Celui-ci avait une réputation épouvantable au Portugal. A. Sayad décline tout le vocabulaire de la honte utilisé par les témoins qui se rappellent la queue devant le point d'eau sous le regard des « autres », les habitants du Nanterre ordinaire. Rien du bonheur de vivre dans la chaleur de la colonie, telle qu'elle est évoquée par les Italiens ou les Arméniens. Même s'il convient de ne pas conclure hâtivement à partir de témoignages de groupes qui n'en sont pas au même moment de leur parcours d'intégration, on ne peut nier que ce sentiment de l'exclusion à

(39) M.-C. VOLOVITCH-TAVARÈS, « Portugais à Champigny, le temps des baraques », *Autrement*, n° 86, avril 1995.

travers l'habitat renvoie à une réalité de l'époque. « Habiter, c'est être parmi des humains, c'est vivre avec eux et comme eux... C'est vivre en hommes, au milieu d'eux, de la même manière qu'eux, donc dans les mêmes logements qu'eux » (40).

« Les mêmes logements qu'eux », auxquels accédaient généralement les immigrés de l'entre-deux-guerres, semblent inaccessibles à un grand nombre de ces migrants de la dernière vague, en particulier les Algériens. L'amélioration de l'habitat passa généralement pour eux par la solution transitoire des foyers et des cités de transit. Dès la deuxième moitié des années 1950, la lutte contre les marchands de sommeil et la destruction des taudis furent à l'ordre du jour. On créa alors la SONACOTRA qui construisit quantité de foyers de travailleurs. Bien qu'établis de préférence en centre-ville pour éviter les effets de ségrégation, ces derniers disaient bien la différence entre la vie des occupants et celle de leurs voisins de quartier. Les hommes seuls qui y vivaient n'étaient vus que comme des résidents provisoires, venus là pour travailler quelque temps à des tâches que nul ne partageait avec eux. De plus, ils regroupaient très majoritairement des Algériens (41). La vie en foyer semblait faite pour conforter leurs habitudes collectives, ce qui allait à l'inverse de l'évolution parisienne (42). Enfin, leur image dans l'opinion ne cessait de se dégrader.

Les familles des bidonvilles, qui n'avaient pas les moyens d'habiter dans les nouvelles H.L.M., furent à leur tour vouées au provisoire dans les cités de transit, dont le nom dit clairement la fonction. Les relogements des années 1960 ne permettent guère d'investir dans un espace à soi. Il y a une singulière contradiction de l'époque qui consiste d'un côté à vouloir gérer l'habitat immigré dans un souci d'assistance sociale et de l'autre à ne prévoir que des modes transitoires d'installation, ce qui revient à perpétuer la marginalisation. Derrière cette contradiction, on trouve les réticences des autorités qui ne souhaitent pas un enracinement des immigrés, notamment maghrébins (43), et l'indifférence de l'opinion, qui oublie ces mal-logés de la croissance, désormais cachés dans les zones d'ombre de la ville. « De l'autre côté, de leur côté, ils n'aimaient pas nous voir. On n'aimait pas savoir que nous étions là, à côté d'eux. Nous n'existons pas ou on fait comme si nous n'existons pas » (44). Sans doute le scandale des bidonvilles a-t-il quelque temps mobilisé la presse et les groupuscules d'extrême gauche, sans doute a-t-il déclenché tout un mouvement d'enquêtes de la part des sociologues, mais il n'a pas permis pour le plus grand nombre d'ouvrir la voie à une intégration authentique à l'habitat et à la société de l'agglomération. A. Sayad suggère même que, loin de constituer un sas protecteur pour la communauté immigrée, le regroupement de type bidonville a rendu ses occupants inaptes aux pratiques qu'on est en droit d'attendre dans un logement « moderne ». Il est encore difficile, dans l'état actuel des recherches, de statuer sur la

(40) Témoignage d'un ancien résident d'un bidonville de Nanterre, cité par A. SAYAD, « Un Nanterre algérien... », art. cit., p. 41.

(41) Lors de sa fondation en 1956, la société s'appelait d'ailleurs SONACOTRAL, société nationale de construction pour les travailleurs algériens.

(42) Les résidents européens (Italiens, Espagnols) en revanche avaient du mal à se faire aux règlements intérieurs, conçus pour une collectivité.

(43) Voir à ce propos l'analyse de P. WEIL, *La France et ses étrangers*, 2^e éd., Paris, Gallimard, 1995.

(44) Cité par A. SAYAD, « Un Nanterre algérien... », art. cit., p. 90.

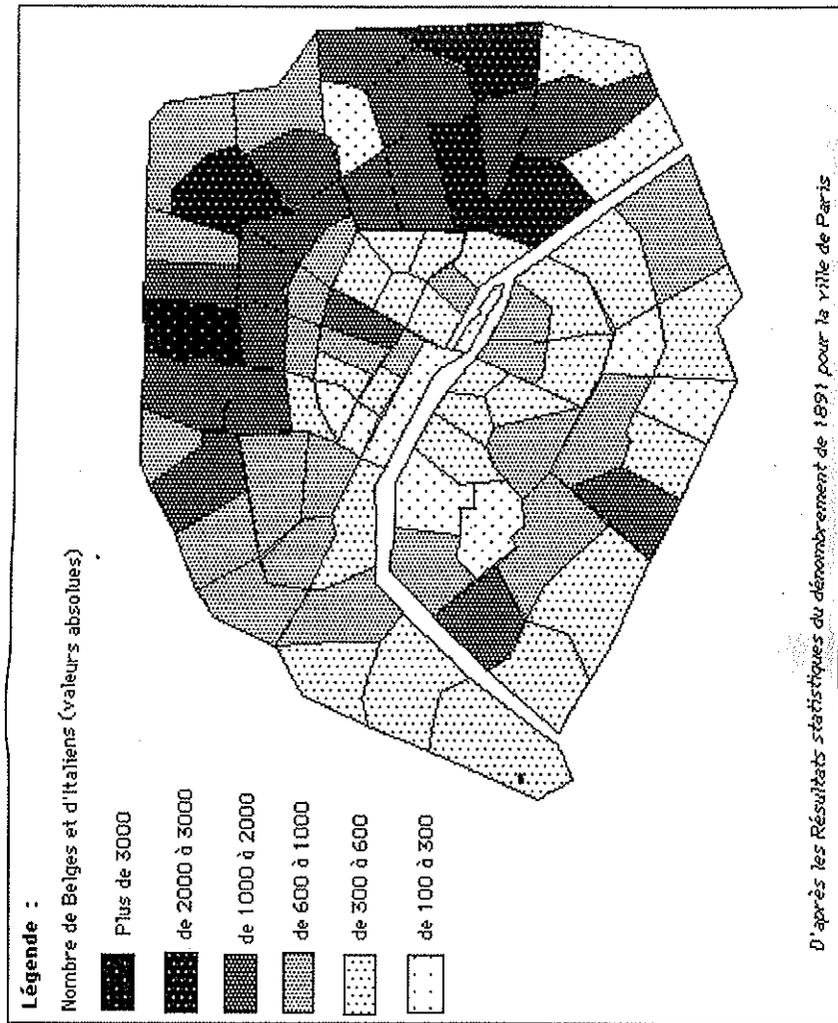
part du passé des bidonvilles dans la crise des H.L.M. Il reste que la question du logement a cristallisé les problèmes de l'immigration au temps de la croissance.

Le rejet spécifique dont les Algériens portent le poids peut leur laisser l'impression d'une mise à l'écart intentionnelle. La mise en perspective historique que nous avons tenté de faire conduit à limiter cette diabolisation. Les étrangers n'étaient guère plus accueillis dans le passé. Mais, dans leurs comportements et leur manière d'habiter, les Parisiens étaient davantage liés à eux. Avec les Trente Glorieuses, l'habitat immigré s'est séparé plus qu'avant de l'habitat populaire. L'histoire de cette fracture se poursuit aujourd'hui.

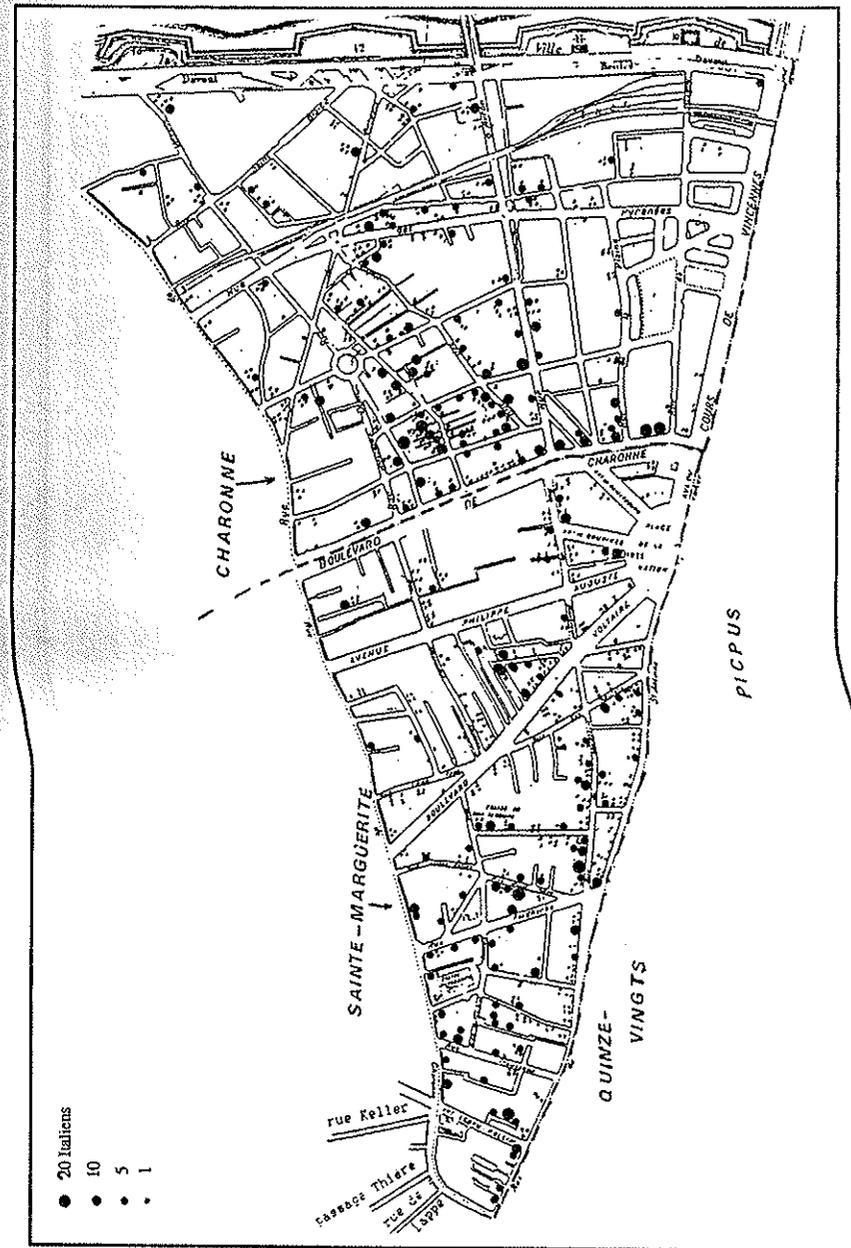
(mais nord-africains, déjà avant, séparés, elle le montre, je l'ai écrit...)



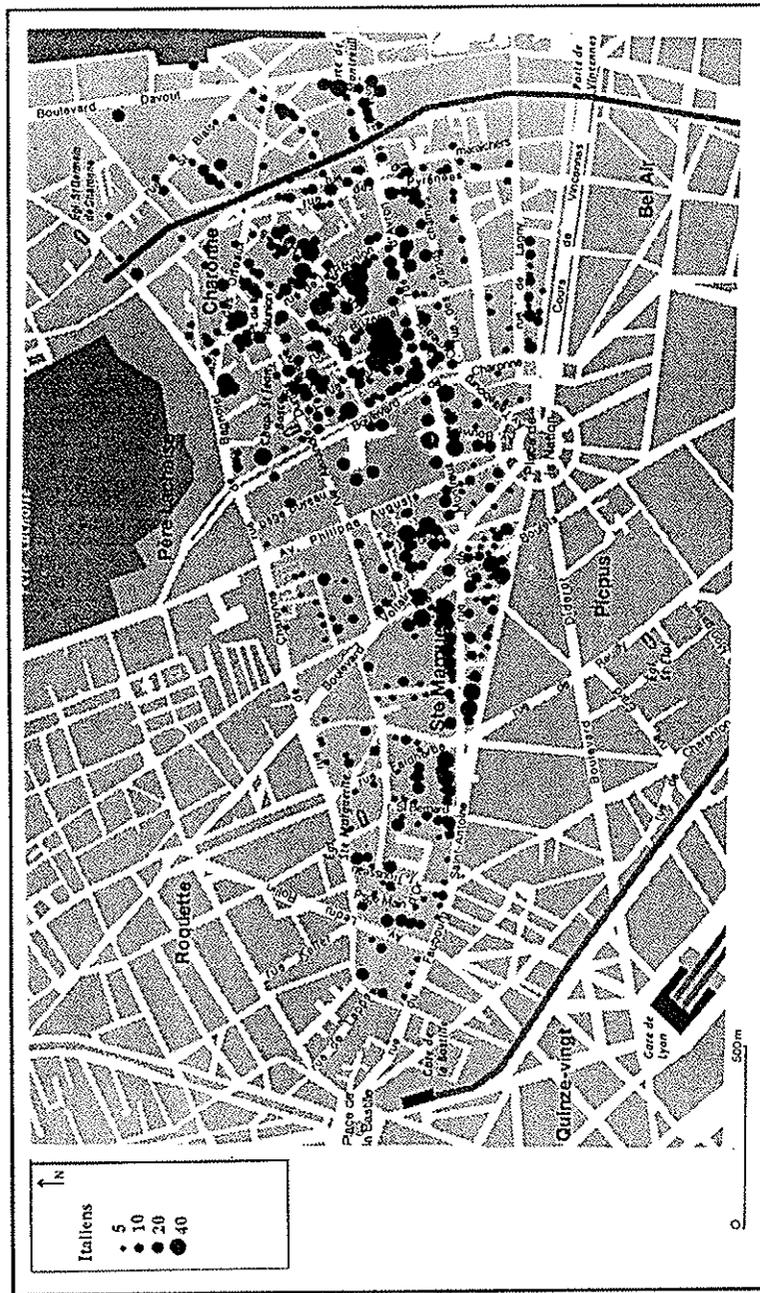
3, rue Polonceau, janvier 1998. Deux mosquées ont été peintes sur le mur.
(Photo J.-L. Robert.)



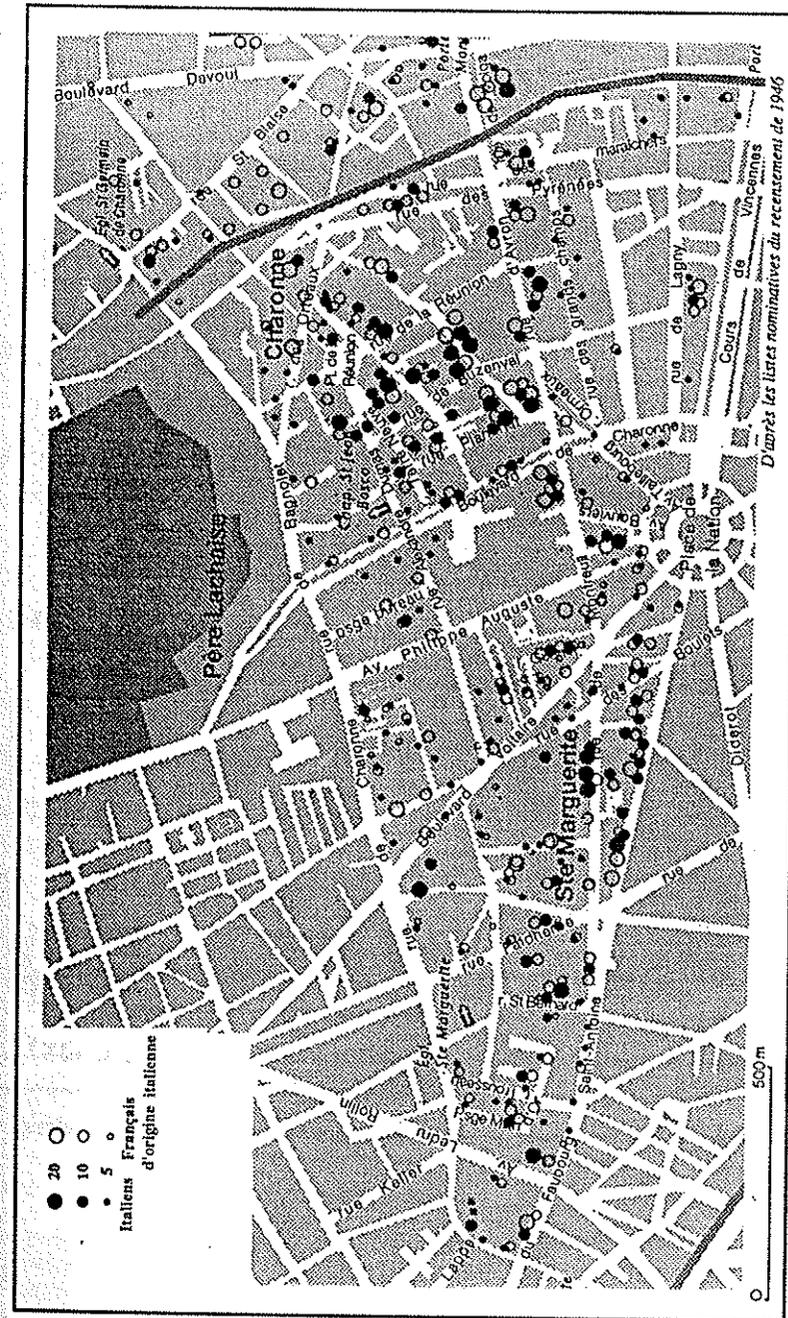
Document 1. Répartition par quartier des étrangers belges et italiens (ensemble) à Paris en 1891.



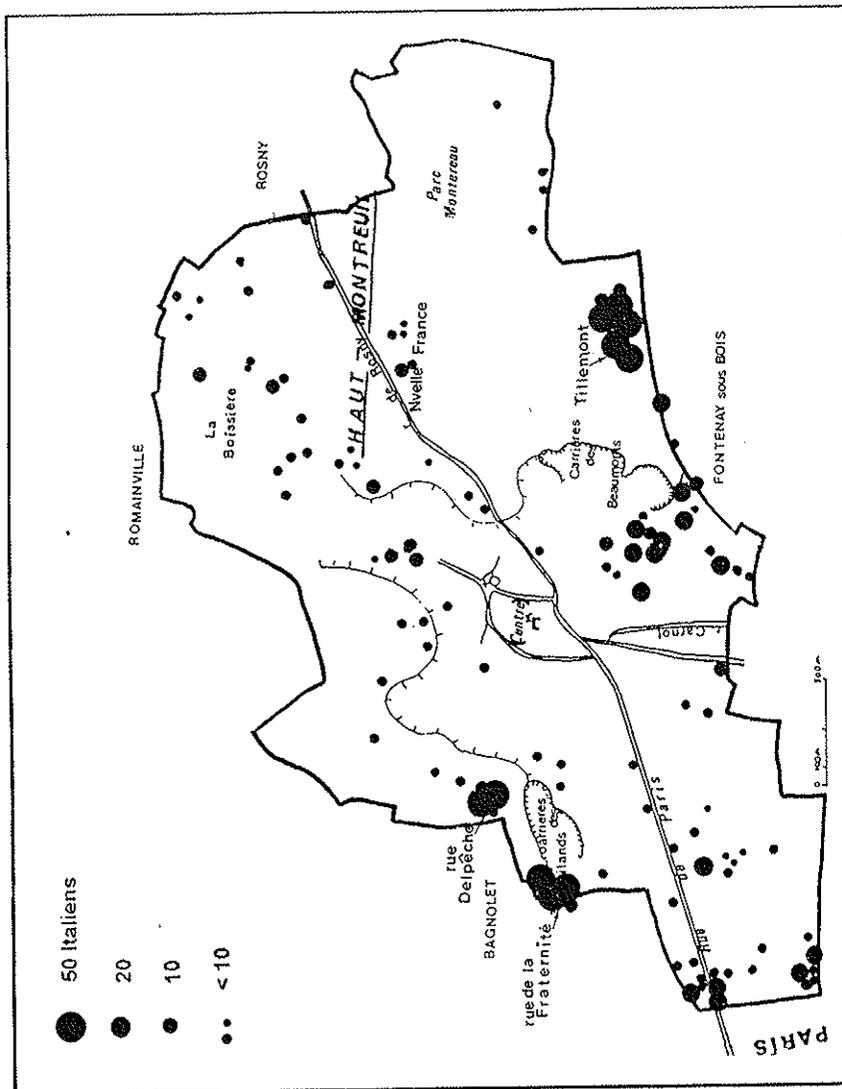
Document 2. Répartition de la population italienne dans les quartiers Charonne et Sainte-Marguerite en 1914 (carte approximative construite à partir du recensement de Paris daté d'août 1914).



Document 3. L'espace italien dans les quartiers Charonne et Sainte-Marguerite au temps du grand afflux d'entre deux guerres (recensement de 1926. Carte construite d'après la listes nominatives).



Document 4. Essaimage de la population d'origine italienne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.



Document 5. Petites Italies et dispersion des Italiens dans la commune de Montreuil en 1936 (d'après les listes nominatives de 1936).

Annales

Histoire, Sciences Sociales

Fondateurs : Lucien FEBVRE et Marc BLOCH. Directeur : Fernand BRAUDEL
Revue bimestrielle publiée depuis 1929 par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales
avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

52^e ANNÉE — N° 4

JUILLET-AOÛT 1997

SOCIOLOGIE DE L'HÔPITAL

Nicolas DODIER et Agnès CAMUS, L'admission des malades. Histoire et pragmatique de l'accueil à l'hôpital

LA VILLE ITALIENNE 14^e-17^e SIÈCLES

Philippe BRAUNSTEIN, Le paysage social florentin vu d'en bas. Le monde de la laine entre 1380 et 1430 (note critique)

Donatella CALABI, Les quartiers juifs en Italie entre 15^e et 17^e siècle. Quelques hypothèses de travail

LE DROIT, LA POLITIQUE ET LA MONARCHIE FRANÇAISE

Fanny COSANDEY, De lance en quenouille. La place de la reine dans l'État moderne (14^e-17^e siècles)

Francesco DI DONATO, Constitutionnalisme et idéologie de robe. L'évolution de la théorie juridico-politique de Murard et Le Paige à Chanlaire et Mably

L'HINDOUISSME AUJOURD'HUI

Jackie ASSAYAG, Action rituelle ou réaction politique ? L'invention des processions du nationalisme hindou dans les années 1980 en Inde

Denis VIDAL, Empirisme et croyance dans l'hindouisme contemporain

La Révolution française (comptes rendus)

RÉDACTION : 54, boulevard Raspail, 75006 PARIS

ABONNEMENTS 1997

	France	Étranger
Particuliers/Individuals	□ 450 FF	□ 580 FF
Institutions/Institutions	□ 520 FF	□ 630 FF
Étudiants/Students	□ 300 FF	

Les abonnements doivent être souscrits auprès de Masson/
Send your order and payment to the order of Masson to :
MASSON - SPES, BP 22 - F 41354 VINEUIL CEDEX